tembre 1982¹⁰⁸, relative à l'organisation de la sixième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement;

6. *Prie* le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement de prendre toutes les mesures voulues en vue de la Conférence, de soumettre à celle-ci toute la documentation pertinente, aussi longtemps à l'avance que possible par rapport à la règle des six semaines, et de faire le nécessaire pour qu'elle dispose du personnel et des services dont elle aura besoin, notamment de comptes rendus analytiques de ses séances plénières conformément à la résolution 37/14 C de l'Assemblée générale, en date du 16 novembre 1982;

7. *Se déclare vivement préoccupée* par la crise sérieuse que traverse l'économie mondiale et, en particulier, par ses effets fortement négatifs sur le processus de développement des pays en développement;

8. *Souligne* l'importance particulière que revêt la sixième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, en ce sens qu'elle constituera une excellente occasion de procéder, de façon complète et en tenant compte de toutes les interactions, à un examen du développement dans le monde et de ses effets sur le commerce et le développement des pays en développement, à un moment où ces pays en particulier continuent de se heurter à de graves problèmes économiques;

9. *Prie instamment* tous les pays, ayant à l'esprit la contribution particulière que les pays développés peuvent apporter, d'œuvrer pour que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, à sa sixième session, parvienne à un résultat positif, constructif, valable et orienté vers l'action en ce qui concerne les questions importantes relatives au commerce, au développement et aux problèmes connexes, en tenant pleinement compte de leur interdépendance, et, ce faisant, de contribuer efficacement à surmonter les graves difficultés que traverse l'économie mondiale, à assurer le développement économique des pays en développement et à réaliser un nouvel ordre économique international.

113^e séance plénière
20 décembre 1982

37/209. Conférence des Nations Unies sur les conditions d'immatriculation des navires

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1^{er} mai 1974, contenant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, 3281 (XXIX) du 12 décembre 1974, contenant la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, et 3362 (S-VII) du 16 septembre 1975, relative au développement et à la coopération économique internationale,

Rappelant sa résolution 35/56 du 5 décembre 1980, en annexe à laquelle figure la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, où il est notam-

ment demandé, au paragraphe 128, que la participation des pays en développement au transport international des marchandises soit accrue et qu'à cette fin il soit procédé aux changements structurels appropriés qui s'imposent, et que la communauté internationale continue à prendre les mesures nécessaires pour permettre aux pays en développement de mieux affronter la concurrence et de développer leurs flottes marchandes nationales et multinationales de façon à accroître sensiblement leur part du tonnage mondial de port en lourd en la portant à un niveau aussi proche que possible de 20 p. 100 d'ici à 1990,

Reconnaissant la nécessité de promouvoir le développement harmonieux des transports maritimes mondiaux dans leur ensemble,

Prenant acte du rapport du Groupe intergouvernemental préparatoire des conditions d'immatriculation des navires sur sa première session, tenue à Genève du 13 au 30 avril 1982¹⁰⁹,

Notant que le Conseil du commerce et du développement, au cours de la première partie de sa vingt-cinquième session, a fait sienne la résolution adoptée par le Groupe intergouvernemental préparatoire des conditions d'immatriculation des navires à sa première session et a recommandé à l'Assemblée générale de réunir une conférence de plénipotentiaires sur les conditions d'immatriculation des navires¹¹⁰,

1. *Décide* de réunir au début de 1984, compte tenu des recommandations formulées par le Conseil du commerce et du développement lors de la première partie de sa vingt-cinquième session et des conclusions issues des travaux préparatoires nécessaires, une conférence de plénipotentiaires, d'une durée de trois semaines, afin d'envisager l'adoption d'un accord international concernant les conditions dans lesquelles les navires devraient pouvoir être inscrits sur les registres maritimes nationaux;

2. *Prie* le Conseil du commerce et du développement de créer un Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur les conditions d'immatriculation des navires, ouvert à la participation de tous les Etats;

3. *Prie* le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement :

a) De faire distribuer aux gouvernements, pour observations, au moins neuf mois avant la réunion du Comité préparatoire, l'ensemble de principes concernant les conditions dans lesquelles les navires devraient pouvoir être inscrits sur les registres maritimes nationaux, rédigé par le Groupe intergouvernemental préparatoire lors de sa deuxième session;

b) De faire distribuer les observations reçues à tous les gouvernements, au moins trois mois avant la réunion du Comité préparatoire;

c) De soumettre au Comité préparatoire toutes les observations reçues des gouvernements;

d) De transmettre toute la documentation pertinente au Comité préparatoire et à la Conférence des Nations

¹⁰⁹ TD/B/904.

¹¹⁰ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-septième session, Supplément n° 15 (A/37/15)*, vol. II, première partie, annexe I, "Autres décisions prises par le Conseil", par. 3, al. g.

¹⁰⁸ *Ibid.*, vol. II, première partie, annexe I.

Unies sur les conditions d'immatriculation des navires;

4. *Décide* que le Comité préparatoire devrait, sur la base des documents susmentionnés, élaborer et recommander un projet d'accord international sur les conditions d'immatriculation des navires, en tenant pleinement compte des vues de toutes les parties intéressées;

5. *Prie* le Conseil du commerce et du développement de décider, compte tenu des travaux du Comité préparatoire, de dates appropriées pour la réunion de la Conférence;

6. *Prie* le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement de prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de la tenue de la Conférence des Nations Unies sur les conditions d'immatriculation des navires, y compris les réunions du Comité préparatoire, et de prévoir le personnel, les installations et les services qui seront nécessaires;

7. *Décide* que les langues de la Conférence seront les langues officielles et les langues de travail de l'Assemblée générale, de ses commissions et de ses sous-commissions.

*113^e séance plénière
20 décembre 1982*

37/210. Conférence des Nations Unies chargée d'élaborer un code international de conduite pour le transfert de technologie

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 36/140 du 16 décembre 1981, relative à la Conférence des Nations Unies chargée d'élaborer un code international de conduite pour le transfert de technologie,

Prenant note des travaux accomplis par le Comité intérimaire de la Conférence des Nations Unies chargée d'élaborer un code international de conduite pour le transfert de technologie en vue de trouver des solutions aux questions laissées non résolues dans le projet de code international de conduite pour le transfert de technologie,

1. *Reconnait* qu'il est dans l'intérêt de tous les pays que les négociations relatives au code de conduite s'achèvent rapidement et que le code soit adopté;

2. *Demande* que l'on redouble d'efforts pour faire aboutir les négociations au cours de la cinquième session de la Conférence des Nations Unies chargée d'élaborer un code international de conduite pour le transfert de technologie, afin de permettre à l'Assemblée générale d'adopter le code à sa trente-huitième session;

3. *Invite* le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et le Président de la Conférence des Nations Unies chargée d'élaborer un code international de conduite pour le transfert de technologie, agissant en consultation avec les groupes régionaux et les gouvernements, selon qu'il conviendra, et au besoin avec le concours d'une réunion de représentants gouvernementaux dont il serait convenu en consultation avec les groupes régionaux, à entreprendre tous les travaux

nécessaires, y compris la définition des paramètres de négociation, et la préparation de recommandations appropriées sur toutes les questions laissées non résolues dans le projet de code en vue de les soumettre à tous les membres de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement au moins six semaines avant la cinquième session de la Conférence des Nations Unies chargée d'élaborer un code international de conduite pour le transfert de technologie;

4. *Prie* le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement de prendre les mesures nécessaires pour convoquer la cinquième session de la Conférence des Nations Unies chargée d'élaborer un code international de conduite pour le transfert de technologie au cours du second semestre de 1983, en temps voulu pour faire rapport à l'Assemblée générale lors de sa trente-huitième session.

*113^e séance plénière
20 décembre 1982*

37/211. Signature et ratification de l'Accord portant création du Fonds commun pour les produits de base

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1^{er} mai 1974, contenant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, 3281 (XXIX) du 12 décembre 1974, contenant la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, et 3362 (S-VII) du 16 septembre 1975, relative au développement et à la coopération économique internationale,

Rappelant également sa résolution 35/56 du 5 décembre 1980, en annexe à laquelle figure la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement,

Rappelant en outre sa résolution 36/143 du 16 décembre 1981, dans laquelle elle s'est déclarée préoccupée par la lenteur du processus de signature et de ratification de l'Accord portant création du Fonds commun pour les produits de base¹¹¹ et a prié instamment les Etats qui ne l'avaient pas encore fait de signer et de ratifier l'Accord sans tarder,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général relatif à la signature et à la ratification de l'Accord¹¹²,

Notant avec préoccupation que jusqu'à présent quatre-vingt-neuf Etats ont signé l'Accord et que trente-neuf Etats seulement l'ont ratifié, accepté ou approuvé,

Réitérant sa préoccupation devant la lenteur du processus de signature et de ratification de l'Accord,

Notant avec intérêt la conclusion de l'Accord international de 1982 sur le jute et les articles en jute¹¹³,

Réaffirmant la nécessité de faire rapidement de nouveaux progrès dans les négociations sur les accords internationaux de produits,

¹¹¹ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.81.II.D.8.

¹¹² A/37/373.

¹¹³ TD/JUTE/11.